



Plus d'économies alors que l'hôpital est déjà asphyxié !

Les soignants appellent à l'aide. Au lieu de les écouter, le nouveau Premier Ministre parle de réorganiser et d'économiser. Quand les soins deviennent une équation budgétaire, qui en paie le prix ?

Nos hôpitaux traversent une crise sans précédent. Les soignants sont à bout de souffle, les services débordés. Pourtant, la réponse politique semble déconnectée de cette réalité. « **Il y a des progrès à faire dans l'organisation, des économies à réaliser** », a déclaré le nouveau Premier ministre, Michel Barnier, lors de sa visite à l'hôpital Necker. Des mots qui résonnent amèrement dans les couloirs des établissements où 60 000 postes infirmiers restent vacants.

Là où les soignants attendent des renforts, on leur parle de rationalisation. Le constat est pourtant clair : l'hôpital manque cruellement de bras, et chaque jour, des patients pâtissent de cette pénurie. Pour les infirmiers, la solution est simple, voire évidente : améliorer les conditions de travail et revaloriser les salaires pour redonner du sens et recruter. Des piliers indispensables pour redonner à l'hôpital l'oxygène dont il a désespérément besoin.

Premier axe : réduire la surcharge de travail.

Dans un hôpital saturé, les ratios infirmiers/patients sont le double des normes internationales (6 à 8 patients par infirmière selon les pathologies). Aujourd'hui, un seul infirmier peut se retrouver à gérer des dizaines de patients, avec tous les risques que cela comporte. « **Garantir une prise en charge digne et sécurisée** » : c'est ce que réclame le Syndicat National des Professionnels Infirmiers SNPI.

Ce que cela implique ? Des équipes renforcées pour alléger la charge de travail, et permettre aux soignants de se concentrer pleinement sur chaque patient. **En Californie, un système de ratios soignants/malades a été instauré, avec des résultats concrets : baisse de la mortalité et des réhospitalisations, meilleure qualité de soins, et épuisement professionnel en baisse.** En France, une proposition de loi a été votée à l'unanimité au Sénat le 01.02.23. Mais depuis ce texte n'a même pas encore été inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

Deuxième axe : des salaires à la hauteur.

Les infirmiers français sont parmi les moins bien payés d'Europe. Cette réalité décourage les jeunes générations de rejoindre la profession, et pousse celles en poste à envisager d'autres horizons. **Pourtant, attirer et fidéliser les talents passe inévitablement par une revalorisation salariale.** Mais ce

n'est pas tout : un salaire digne est aussi un geste de reconnaissance pour celles et ceux qui, chaque jour, font tourner un hôpital au bord du gouffre.

Troisième axe : des conditions de travail humaines.

Les heures supplémentaires imposées, les rappels sur jours de repos, les congés fractionnés, les déplacements forcés entre services... Tout cela participe à l'épuisement massif des soignants. **Les burn-outs se multiplient, et 10 % des soignants sont en arrêt maladie.** La solution passe par une refonte totale de l'organisation du travail à l'hôpital. Il s'agit non seulement d'éviter ces pratiques destructrices, mais aussi de mettre en place un véritable soutien psychologique pour les soignants. Après tout, comment peuvent-ils prendre soin des autres s'ils ne peuvent même pas prendre soin d'eux-mêmes ?

Quatrième axe : recruter en masse.

« Avec 60 000 postes vacants, la situation est critique. Les départs à la retraite et les démissions s'accumulent, tandis que les recrutements stagnent. Il est urgent de renverser cette tendance, pour faire revenir une partie des 180.000 infirmières qui ont cessé d'exercer, broyées par le système. Le recrutement massif d'infirmiers est la seule réponse à la hauteur de l'enjeu. Et cela ne se fera pas sans une véritable politique de soutien à la profession : formations adaptées, compagnonnage et tutorat bienveillant en stages, meilleures rémunérations, et surtout, des perspectives d'avenir plus sereines pour redonner du sens, à ceux qui choisissent de s'engager dans cette carrière essentielle » précise Thierry Amouroux, porte-parole du Syndicat National des Professionnels Infirmiers SNPI.

Le plan d'urgence réclamé par les infirmiers est un « plan Marshall » pour l'hôpital. Mais à l'heure où le gouvernement parle d'économies, la question reste entière : **comment accepter que dans la sixième puissance mondiale, des citoyens voient leurs vies raccourcies ou compromises par un système qui peine à leur offrir les soins les plus basiques ?** Peut-on vraiment se permettre de continuer ainsi, en sacrifiant la santé de la population pour des raisons économiques ? Car derrière chaque chiffre, chaque statistique, il y a des vies en jeu.

Combien de vies devront encore être mises en danger avant que des mesures concrètes ne soient prises pour redresser la barre ?

Communiqué du 8 septembre 2024